

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LA BANQUE POSTALE LEASING & FACTORING

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 275 000 000 €

Siège social : 115 rue de Sèvres - 75275 PARIS Cedex 06

N° de Siret : 514 613 207 00018

Exercice clos le 31 décembre 2024.**A. — Comptes sociaux au 31 décembre 2024.****I. — Bilan au 31 Décembre 2024.**

(En Euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3.1	510 378 654	336 323 190
Opérations avec la clientèle	3.2	5 891 098 773	6 020 789 680
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	3.3	339 512	339 512
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat	3.4	2 820 409 623	2 864 180 585
Location simple	3.5	491 440 682	515 031 951
Immobilisations incorporelles	3.6	15 258 562	15 901 617
Immobilisations corporelles	3.6	752	928
Autres actifs	3.7	34 079 706	48 562 068
Comptes de régularisation	3.7	24 514 625	36 785 160
Total		9 787 520 888	9 837 914 690

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3.8	7 718 538 771	7 867 463 759
Opérations avec la clientèle	3.9	1 416 670 826	1 324 685 158
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	3.10	253 737 135	265 644 815
Comptes de régularisation	3.10	94 646 645	121 625 028
Provisions	3.11	15 194 005	8 328 665
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres sociaux (hors FRBG)	3.12	288 733 505	250 167 266
Capital souscrit		275 000 000	275 000 000
Primes d'émission et d'apport			
Réserves			
Provisions réglementées et subventions d'investissement		835 499	937 090
Report à nouveau		-25 769 823	-27 527 586
Résultat de l'exercice		38 667 829	1 757 763
Total		9 787 520 888	9 837 914 690

II. — Hors Bilan au 31 Décembre 2024.

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres donnés	765 288 808	315 919 342
Engagements de financement	765 288 808	315 919 342
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements relatifs aux opérations de crédit-bail	395 018 098	233 745 118
Engagements relatifs aux opérations de CMLT	7 575 477	9 112 423
Engagements relatifs aux opérations d'affacturage	362 695 233	73 061 801
Engagements de garantie		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres reçus	-3 175 550 456	-3 076 892 066
Engagements de financement	-316 074 817	-204 430 986
Reçus d'établissements de crédit	-316 074 817	-204 430 986
Reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	-2 859 475 639	-2 872 461 080
Reçus d'établissements de crédit	-1 965 584 337	-2 315 045 879
Reçus de la clientèle	-893 891 303	-557 415 201
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements donnés et reçus		
Autres engagements donnés		
Autres engagements reçus		

III. — Compte de résultat 2024.

(En euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés :	4.1	79 157 732	70 554 288
Opérations de trésorerie et interbancaires		18 662 460	7 684 494
Opérations avec la clientèle		60 495 272	62 869 794
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Autres intérêts et produits assimilés			
Intérêts et charges assimilées :	4.1	-203 136 696	-150 712 385
Opérations de trésorerie et interbancaires		-203 136 696	-150 712 385
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Autres intérêts et charges assimilées			
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		726 007 721	646 739 869
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		-651 573 061	-582 953 767
Produits sur opérations de location simple		305 655 577	269 510 222
Charges sur opérations de location simple	4.2	-274 411 776	-260 964 481
Revenus des titres à revenu variable	4.2		
Commissions (produits)	4.3	152 181 773	127 678 154
Commissions (charges)	4.3	-5 041 861	-6 232 201
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4.4		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	4.4	20 588 999	21 877 808
Autres produits d'exploitation bancaire	4.5	-19 191 156	-22 583 793
Autres charges d'exploitation bancaire	4.5		
Produit net bancaire		130 237 252	112 913 714
Charges générales d'exploitation :	4.6	-61 394 778	-56 253 416
Frais de personnel		-25 609 848	-23 402 615
Autres charges générales d'exploitation		-35 784 930	-32 850 801
Refacturations			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	4.9	-2 649 747	-2 437 024
Autres produits divers d'exploitation	4.8	2 567 828	
Transferts de charges d'exploitation non bancaire		2 307 120	
Autres produits		260 708	
Résultat brut d'exploitation		68 760 555	54 223 274
Coût du risque	4.10	-22 289 560	-49 709 999
Résultat d'exploitation		46 470 994	4 513 275
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		46 470 994	4 513 275
Résultat exceptionnel			
Impôts sur les bénéfices	4.11	-7 803 165	-2 755 512
Dotations nettes au FRBG et aux provisions réglementées			
Résultat net social		38 667 829	1 757 763

IV. — Notes annexes aux comptes sociaux.**Note 1. – Cadre général.**

1.1. Présentation de l'entreprise. — La Banque Postale Leasing & Factoring (anciennement La Banque Postale Crédit Entreprises), société anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 275 000 000 euros, a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux sociétés de financement, conformément à l'article « 2 – Objet social » des statuts de la Société :

Toutes opérations de crédit-bail mobilier, location avec option d'achat, location financière, location de longue durée, de biens meubles corporels ou incorporels ;

- Toutes opérations de crédit-bail immobilier ;
- Toutes opérations de crédit, réglementées ou non, exclusivement à des clients personnes morales ou entrepreneurs individuels, y compris auto-entrepreneurs ;
- Toutes opérations de mobilisation de créance et d'affacturage ;
- Toutes opérations de courtage en assurances et notamment toutes opérations de présentation d'opérations d'assurance en relation avec les opérations ci-dessus visées.

La Société, créée en septembre 2009, qui s'est transformée en société financière pour donner suite à son agrément par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution le 5 septembre 2011, a progressivement développé son activité.

Détenue à 100 % par La Banque Postale, La Banque Postale Leasing & Factoring est consolidée par le Groupe La Banque Postale lui-même intégré dans les comptes du groupe La Poste.

1.2. Faits marquants de la période.

Il est à noter deux événements marquants sur l'exercice :

- LBPLF a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les déclarations fiscales déposées au cours de la période allant du 01/01/2017 au 31/12/2022, qui a donné lieu à une proposition de rectification en date du 25/07/2024. Les conclusions du contrôle mettaient notamment en avant un point de désaccord sur l'appréciation de la date de début des amortissements des biens du périmètre du crédit-bail mobilier. Aucune provision n'était constatée dans les comptes au 31 décembre 2023.
- Afin de simplifier les enjeux liés à la facturation électronique, LBPLF a formulé à l'administration fiscale l'option pour le traitement de la TVA d'après les débits dans les conditions prévues par l'article 269, 2-c-1^{er} al du code général des impôts en date du 01/10/2024.

1.3. Evénements postérieurs à la clôture. — Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture**Note 2. – Principes et méthodes comptables généraux.**

2.1. Méthode de présentation des comptes individuels. — Les comptes de la société ont été établis conformément à la réglementation comptable applicable aux établissements de crédit et assimilés. Les documents de synthèse individuels sont établis en application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables du 26 novembre 2014.

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 25 mars 2025. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 22 mai 2025.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en euro, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.2. Changement de méthode comptable. — Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2024.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2024 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3. Principes comptables généraux appliqués. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.4. Informations sur la présentation des comptes individuels.

2.4.1. Crédit-bail et location avec option d'achat. — Ce poste recouvre les biens mobiliers et immobiliers loués en crédit-bail et en location longue durée. Les valeurs d'actifs ont été comptabilisées à leur coût historique.

2.4.1.1. Immobilisations données en location – crédit-bail mobilier. — Les immobilisations données en location dans le cadre de l'activité de crédit-bail mobilier sont constituées de matériel et outillage industriels, de matériel de transport, de matériel de bureau, informatique et de mobilier, dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

Conformément à l'avis n° 2006.C du Comité d'Urgence du CNC du 4 octobre 2006, les règlements n°2002-10 et 2004-06 du CRC n'ont pas été appliqués pour les immobilisations données en location dans la mesure où ces immobilisations sont retraitées selon la comptabilité dite financière dans les comptes consolidés et que la charge de renouvellement incombe au locataire.

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations : 8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Matériel et outillage : 4 à 7 ans

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat ou de location simple.

Des amortissements comptables et fiscaux de type dégressif ou linéaire sont pratiqués, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables. La technique du saupoudrage s'applique uniquement aux biens en cours de locations amortissables fiscalement en dégressif. Cette technique consiste à utiliser les possibilités fiscales d'amortissement dégressif en saupoudrant la différence entre la dotation linéaire minimale et la dotation dégressive maximale. L'amortissement pratiqué à la clôture de l'exercice est donc égal à l'amortissement linéaire cumulé, augmenté d'un complément compris entre la dotation minimum (amortissement linéaire) et la dotation maximum (amortissement dégressif).

Au 31 décembre 2024, la réserve de saupoudrage est de 91 057 900 euros.

Dans la comptabilité financière, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable des immobilisations est représentée par la réserve latente brute.

Au 31 décembre 2024, l'encours financier mobilier s'élève à 2 071 147 675 euros et la réserve latente avant impôts différés est de 506 790 791 euros.

Au 31 décembre 2023, l'encours financier mobilier s'élevait à 2 061 999 020 euros et la réserve latente avant impôts différés était de 501 908 833 euros.

2.4.1.2. Immobilisations données en location – crédit-bail immobilier. — Les immobilisations données en location dans le cadre de l'activité de crédit-bail immobilier sont notamment constituées de bureaux, entrepôts, hôtels, ensembles immobiliers à usage d'EPHAD ou de soins de suite dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Conformément à l'avis n° 2006.C du Comité d'Urgence du CNC du 4 octobre 2006, les règlements n°2002-10 et 2004-06 du CRC n'ont pas été appliqués pour les immobilisations données en location dans la mesure où ces immobilisations sont retraitées selon la comptabilité dite financière dans les comptes consolidés et que la charge de renouvellement incombe au locataire.

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur.

La durée d'amortissement retenue est de 20 ans. Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat ou de location simple.

Pour les immobilisations louées à des tiers présentant un risque de non-recouvrement ou de récupération, LBPLF constitue des dépréciations. Au 31 décembre 2024, le montant des dépréciations est de 14 440 568 euros contre 6 162 846 au 31 décembre 2023.

Dans la comptabilité financière, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable des immobilisations est représentée par la réserve latente brute.

Au 31 décembre 2024 l'encours financier s'élève à 1 601 345 991 euros et la réserve latente avant impôts différés est de - 223 011 613 euros.

Au 31 décembre 2023 l'encours financier s'élevait à 1 679 088 089 euros et la réserve latente avant impôts différés était de - 187 653 537 euros.

2.4.2. Immobilisations d'exploitation. — Les immobilisations d'exploitation comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées à des fins administratives.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais d'acquisition directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation nette de TVA récupérable.

Les immobilisations sont amorties sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire. Les dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation sont inscrites dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Agencements et installations : 8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Matériel et outillage : 4 à 7 ans
- Licences : 1 à 5 ans (SPARC 7 ans)

2.4.3. Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances envers les établissements de crédit et la clientèle intègrent notamment les crédits consentis ainsi que les comptes ordinaires débiteurs. Elles sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : créances à vue (comptes ordinaires) ou à terme.

En application du règlement CRC n° 2002-03 modifié par les règlements n°2005-03 et 2007-06 relatif au traitement comptable du risque de crédit, sont distingués les encours sains et les encours douteux.

Sont classés en encours douteux les créances porteuses d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ou six mois sur des preneurs de crédit-bail immobilier ;
- Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque de crédit avéré ;
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Par ailleurs, le passage en douteux compromis est effectué dès lors que les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sains n'est prévisible. L'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

En application du principe de contagion, dès lors qu'une créance sur un client est déclassée, toutes ses créances sont déclassées.

Les encours d'affacturage identifiés comme impayés techniques ne font plus l'objet d'un déclassement automatique à 90 jours.

Les créances douteuses et douteuses compromises font l'objet d'une dépréciation individuelle (sur la base d'estimation de recouvrement) pour les créances dont le montant individuel est significatif et sur une base statistique dans le cas contraire (taux de provisionnement issu d'une approche collective statistique appliquée individuellement aux contrats).

Le montant de cette dépréciation est comptabilisé en « coût du risque » au compte de résultat et la valeur de la créance est réduite par la constitution d'une dépréciation.

Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou dont le contrat n'a pas été résilié peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclassement initial, être classés à nouveau en encours sains.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée. Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Ce constat est formalisé pour chaque créance.

2.4.4. Autres actifs et autres passifs. — Les autres actifs et passifs sont principalement composés des créances et dettes fiscales, des avances et dettes fournisseurs. Ils comprennent également les différés de paiement accordés et avances preneurs reçues dans le cadre de l'activité de crédit-bail immobilier.

2.4.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue (comptes ordinaires) ou à terme. Elles sont évaluées pour leur valeur nominale.

2.4.6. Provisions. — Les provisions au passif du bilan représentent des passifs dont l'échéance ou le montant sont incertains. Une provision est constituée lorsque la société a une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les dotations et les reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondantes à la nature des dépenses futures concernées.

2.4.7. Produits et charges de commissions. — Les commissions sont comptabilisées en résultat en fonction des services rendus :

- Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation.
- Les commissions rémunérant des services ponctuels ou rémunérant un acte important sont intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est réalisée ou l'acte exécuté.
- Les commissions considérées comme un complément d'intérêt font partie intégrante du taux d'intérêt effectif.

Conformément à l'avis n°2009-05 du CNC du 2 juillet 2009 les commissions d'apport restant à étaler sont reclassées dans le poste « Opérations de crédit-bail et location avec option d'achat » au bilan.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

2.4.8. Impôts sur le résultat. — La Banque Postale Leasing & Factoring fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la société mère est La Poste. La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. En conséquence, La Banque Postale Leasing & Factoring verse à La Poste, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, un montant égal à l'impôt qui aurait grevé son résultat en l'absence d'intégration. Les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits ne sont pas réallouées aux sociétés déficitaires intégrées.

Note 3. – Notes relatives au bilan et hors bilan.

3.1. Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	489 263 424	293 747 121
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
Titres reçus en pension livrée		
Autres valeurs reçues en pension		
Valeurs non imputées		
Créances douteuses		
Créances rattachées		
Total brut	489 263 424	293 747 121
Dépréciations		
Créances sur les établissements de crédit à vue	489 263 424	293 747 121
Comptes et prêts à terme	21 000 000	42 000 000
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Créances douteuses		
Créances rattachées	115 230	576 068
Total brut	21 115 230	42 576 068
Dépréciations		
Créances sur les établissements de crédit à terme	21 115 230	42 576 068
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	510 378 654	336 323 190

Les créances sur les établissements de crédits et assimilés enregistrent une hausse de 174M€ passant de 336M€ à 510M€ au 31 décembre 2024. Cette variation s'explique principalement par deux effets :

- La hausse des comptes ordinaires débiteurs pour 195M€ correspondant à une position ponctuelle de fin de mois
- La baisse des comptes de prêts à terme à concurrence de -21M€ qui est en lien avec la modulation des lignes de refinancement en fonction des besoins de l'activité.

3.2. Operations avec la clientèle :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs		
Prêts à la clientèle financière		
Autres concours à la clientèle	5 945 153 909	6 068 034 559
<i>Dont Crédits de trésorerie</i>	146 594 869	108 644 295
<i>Dont crédits à l'habitat (4)</i>	1 127 271 856	1 194 666 817
<i>Dont affacturage</i>	4 222 208 575	4 195 535 634
<i>Dont crédit équipement</i>	116 770 473	166 643 723
<i>Dont crédits à l'exportation</i>	7 325 812	17 964 488
<i>Dont autres crédits</i>	303 407 082	356 225 816
<i>Dont opérations de crédit-bail et assimilées</i>		
<i>Dont prêts à la clientèle financière</i>	21 575 242	28 353 786
Valeurs non imputées (2)		
Titres reçus en pension livrée (3)		
Prêts subordonnés		
Opérations à la clientèle avant dépréciations	5 945 153 909	6 068 034 559
Dépréciations relatives aux créances à la clientèle		
Sur créances commerciales		
Sur comptes ordinaires débiteurs		
Sur les autres concours à la clientèle	-54 055 136	-47 244 879
Opérations avec la clientèle	5 891 098 773	6 020 789 680
<i>Dont créances rattachées</i>	23 463 735	18 072 969
<i>Dont créances douteuses brutes</i>	27 513 967	208 384 939,80
<i>Dont créances douteuses compromises brutes</i>	182 147 431	70 260 808,07
<i>Dont créances restructurées saines</i>		

La décroissance de ce poste de bilan est liée à l'arrêt de l'activité de crédit hypothécaire par La Banque Postale Leasing & Factoring.

Les créances douteuses s'élèvent à 209 661 398 euros au 31 décembre 2024 pour 278 645 748 euros au 31 décembre 2023. Cette diminution s'explique en majeur par une revue de portefeuille du métier Affacturage.

3.3. Titre et participation :

(En Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable des titres	Avances	Dépréciations	Valeur Nette des titres	Valeur comptable des titres	Avances	Dépréciations	Valeur Nette des titres
Parts cotées								
Parts non cotées								
Parts dans les entreprises liées				--				--
Titres cotés								
Titres non cotés	339 512			339 512	339 512			339 512
Participations et autres titres à long terme	339 512			339 512	339 512			339 512
Titre et participation	339 512			339 512	339 512			339 512

Participation de 300 026,68 euros dans la Société Solfiz qui gère la location d'usage pour le compte de constructeurs, de concessionnaires et de distributeurs de biens d'équipement industriel dans les domaines de la manutention et du levage, du machinisme agricole, du BTP et du véhicule industriel.

Participation de 39 485,59 euros dans la Société Bourbon Supply Investissements qui fournit des services pétroliers et gaziers offshore. La Société assure des services de manutention, de remorquage, d'approvisionnement en matériaux, de transport, de dépollution, de récupération, d'ingénierie, de gestion, d'exploitation, d'inspection, d'entretien et de réparation.

3.4. Crédit-bail et location avec option d'achat :

(En Euros)	Brut au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Brut au 31/12/2024	Amortissements et dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
Crédit-bail mobilier :							
Immobilisations	2 251 078 342	498 147 440	341 944 134	2 407 281 648	-1 297 581 964	1 109 699 684	1 079 835 724
Créances douteuses	14 839 409	7 137 171		21 976 580	-11 077 620	10 898 960	9 136 878
Créances rattachées	6 231 071	5 532 522	6 231 071	5 532 522		5 532 522	6 231 071
<i>Dont étalement frais de dossier</i>		-582 596					
<i>Dont lissage commission d'apport</i>		907 328					
Crédit-bail mobilier	2 272 148 822	510 817 134	348 175 205	2 434 790 750		1 126 131 166	1 095 203 674
Crédit-bail immobilier :							
Immobilisations	2 674 390 136	225 775 557	186 423 271	2 713 742 423	-1 037 135 096	1 676 607 327	1 751 882 021
Créances douteuses	5 972 776	826 353		6 799 128		6 799 128	5 972 776
Créances rattachées	11 122 115	10 872 001	11 122 115	10 872 001		10 872 001	11 122 115
<i>Dont étalement frais de dossier</i>		-3 055 562					
Crédit-bail immobilier	2 691 485 027	237 473 911	197 545 386	2 731 413 553		1 694 278 457	1 768 976 912
Crédit-bail et location avec option d'achat						2 820 409 623	2 864 180 585

Le montant des immobilisations lié à l'activité de crédit-bail mobilier continue sa croissance à 2 434 790 750 euros au 31 décembre 2024 en comparaison au 31 décembre 2023 pour 2 272 255 240 euros (valeur brute), dans un contexte où la production reste stable.

Les créances rattachées en crédit-bail mobilier comprennent -582 596 euros au titre de l'étalement des frais de dossiers contre -576 422 euros au 31 décembre 2023 et 907 328 euros au titre de l'étalement de commissions d'apport contre 899 705 euros au 31 décembre 2023.

Dans un contexte compliqué, le montant des immobilisations lié à l'activité du crédit-bail immobilier reste stable avec 2 731 413 553 euros au 31 décembre 2024 pour 2 691 485 027 euros au 31 décembre 2023 (valeur brute). Elles comprennent 89 701 904 euros d'immobilisations en cours contre 78 956 778 euros au 31 décembre 2023.

Les immobilisations liées à l'activité du crédit-bail immobilier ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire sur l'exercice. Ainsi le total des dépréciations s'élève à -14 440 568 euros au 31 décembre 2024 contre -6 162 846 euros au 31 décembre 2023.

Les créances rattachées en crédit-bail immobilier comprennent également -3 055 562 euros au titre de l'étalement de frais de dossier contre -3 361 262 euros au 31 décembre 2023.

3.5. Location simple :

(En Euros)	Brut au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Brut au 31/12/2024	Amortissements et dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
Crédit-bail mobilier							
Immobilisations	1 317 779 815	274 623 095	-277 871 885	1 314 531 026	-839 566 363	474 964 663	501 505 162
Créances douteuses	6 842 754	7 466 372		14 309 126	-6 968 005	7 341 121	3 599 596
Créances rattachées	9 927 192	9 134 898	-9 927 192	9 134 898		9 134 898	9 927 192
<i>Dont étalement frais de dossier</i>		-69 127					
<i>Dont lissage commission d'apport</i>		257 406					
Location simple	1 334 549 762	291 224 365	-287 799 078	1 337 975 049	-846 534 367	491 440 682	515 031 951

L'activité de ce produit financier reste stable.

Les créances rattachées comprennent 257 406 euros au titre de l'étalement de commissions d'apport contre 279 367 euros au 31 décembre 2023.

Elles comprennent également -69 127 euros au titre de l'étalement de frais de dossier contre -78 707 euros au 31 décembre 2023.

3.4 et 3.5. Amortissements et dépréciations des immobilisations données en crédit-bail et location simple :

(En Euros)	Amort/ Au 31/12/23	Dotations linéaires	Dotations dégressives	Dépréciations	Reprises et reclassements	Cumul	Amort/ Au 31/12/2024
Crédit-bail mobilier	-1 171 242 618	-76 693 068	-330 904 681		281 258 403	-1 297 581 964	-1 297 581 964
Crédit-bail immobilier	-922 508 115	-150 255 786		-8 277 722	43 906 528	-1 037 135 096	-1 037 135 096
Location financière	-816 274 653	-200 477 478	-59 609 905		236,795 673	-839 566 363	-839 566 363
Total amortissements	-2 910 025 386	-427 426 333	-390 514 586	-8 277 722	561 960 604	-3 174 283 422	-3 174 283 423

3.6. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En Euros)	01/01/2024	Variation			31/12/2024			31/12/2023		
	Montant Brut	Entrées	Transfert	Sorties	Montant Brut	Amortisse- ments et dépréciatio- ns cumulés	Montant Net	Montant Brut	Amortisse- ments et dépréciatio- ns cumulés	Montant Net
Terrains										
Constructions										
Autres Immobilisations d'exploitation	22 398				22 398	-21 646	752	22 398	-21 470	928
Immobilisations corporelles	22 398				22 398	-21 646	752	22 398	-21 470	928
Frais d'établissement										
Autres immobilisations incorporelles	17 823 461	1 371 320			19 194 781	-6 056 341	13 138 440	17 823 461	-3 406 770	14 416 691
Immobilisations incorporelles en cours	1 484 926	2 120 121			2 120 121		2 120 121	1 484 926		1 484 926
Immobilisations incorporelles	19 308 387				21 314 903	-6 056 341	15 258 562	19 308 387	-3 406 770	15 901 617
Immobilisations corporelles et incorporelles	19 330 785				21 337 301	-6 077 987	15 259 314	19 330 785	-3 428 240	15 902 545

La variation s'explique en majeure par des investissements réalisés pour l'outil SPARC concernant l'activité d'affacturage.

3.7. Autres actifs & comptes de régularisation :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges constatées d'avance	994 980	650 871
Charges à payer		0
Autres produits à recevoir	19 014 892	22 741 577
Réévaluation des instruments dérivés et de change		
Comptes d'encaissement		
Autres comptes de régularisation	4 504 753	13 392 712
Comptes de régularisation	24 514 625	36 785 160
Instruments conditionnels achetés		
Gestion collective des Livrets de Développement Durable		
Dépôts de garantie versés	8 000	8 000
Etat, impôts et taxes	7 573 120	16 175 705
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Créances rattachées		
Autres actifs	26 498 586	32 378 363
Dépréciations		
Actifs divers	34 079 706	48 562 068
Comptes de régularisation et actifs divers	58 594 331	85 347 227

Les autres produits à recevoir intègrent 13 658 333 euros avec le groupe au titre de commissions pour le métier du crédit-bail immobilier contre 8 433 333 euros au 31 décembre 2023.

Les autres actifs comprennent 14 181 379 euros de cession de créance en attente contre 26 350 051 euros au 31 décembre 2023.

3.8. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	6 315 493	
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Titres donnés en pension livrée		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées		
Dettes envers les établissements de crédit à vue	6 315 493	
Comptes et emprunts à terme	7 695 957 796	7 846 876 784
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes rattachées	16 265 483	20 586 975
Dettes envers les établissements de crédit à terme	7 712 223 278	7 867 463 759
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 718 538 771	7 867 463 759

Les comptes et emprunts à terme sont constitués des emprunts réalisés auprès de la maison mère dans le cadre de l'adossement de l'actif/passif.

3.9. Operations avec la clientèle :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à régime spécial à vue		
Comptes à régime spécial à terme		
Dettes rattachées		
Comptes d'épargne à régime spécial		
Comptes ordinaires créditeurs	1 413 562 438	1 311 479 599
Dettes rattachées		
Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle	1 413 562 438	1 311 479 599
Emprunts clientèle financière		
Comptes créditeurs à terme		
Valeurs données en pension		
Titres et valeurs donnés en pension livrée		
Autres sommes dues à la clientèle	3 108 388	13 205 558
Dettes rattachées		
Autres dettes envers la clientèle	3 108 388	13 205 558
Operations avec la clientèle	1 416 670 826	1 324 685 158

Les comptes ordinaires créditeurs de la clientèle concernent en majeure l'activité de l'affacturage. La variation de ce poste entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024 s'établit à +166M€ avec en majeure :

- Les réserves vendeurs : +17M€
- Les fonds de garantie : -74M€
- Les comptes courants vendeurs +110M€ (pour lesquels la position ponctuelle de fin de mois varie indépendamment de l'activité)
- Les comptes ordinaires créditeurs de la clientèle : +113M€ (et principalement en lien avec la variation sur le compte CCA syndication)

Il est à noter que le solde des comptes courant vendeur au 31 décembre 2024 représente 537 033 370 euros. Les réserves vendeurs ont à la même date un solde de 430 230 130 euros. Les garanties vendeurs représentent quant à elles un montant de 169 496 818 euros.

3.10. Comptes de régularisation & autres passifs :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance	59 438 003	53 070 022
<i>Dont crédit-bail</i>	24 932 915	22 599 655
<i>Dont Location financière</i>	6 815 795	7 165 216
<i>Dont Affacturage</i>	27 563 708	23 139 035
<i>Dont CMLT</i>	125 586	166 116
Charges à payer	24 162 510	24 615 255
Réévaluation des instruments dérivés et de change		
Autres comptes de régularisation	11 046 133	43 939 750
Comptes de régularisation	94 646 645	121 625 028
Instruments conditionnels vendus		
Dettes de titres		
Fournisseurs	25 412 565	27 042 064
Etat, impôts et taxes	18 236 162	9 247 382
Créditeurs divers	210 088 408	229 355 369
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Dettes rattachées		
Passifs divers	253 737 135	265 644 815
Comptes de régularisation et passifs divers	348 383 781	387 269 843

Les charges à payer représentent essentiellement des provisions pour factures non parvenues à la clôture de l'exercice comptable et des dettes sociales.

Les créditeurs divers correspondent aux avances preneurs reçues dans le cadre d'opérations de Crédit-Bail Immobilier.

Dans le cadre de l'activité de CMLT, pour les exercices 2015 à 2023, nous avons au 31 décembre 2023 une provision en compte de créateur divers correspondant à des commissions dues au titre d'une convention de sous-participation en risque avec LBP. Les travaux réalisés en 2024 ont permis de déterminer le montant des frais à payer au titre de cette convention pour un montant total de 21,6M€ impliquant un boni de liquidation de 3,4M€ au titre de la reprise de provision.

3.11. Provisions :

(En Euros)	31.12.2023	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Autres variations	31.12.2024
Provisions pour retraites et autres engagements sociaux	720 798	352 003				1 072 801
Provisions pour réserve latente négative sur crédit-bail mobilier	6 733 467	9 502 730		-6 733 467		9 502 730
Provisions RH	156 000	16 979				172 979
Provisions pour risques et charges	718 400					
<i>Dont affacturage</i>						
<i>Dont crédit-bail immobilier</i>	634 000					634 000
<i>Dont crédit-bail mobilier</i>		3 572 043				3 572 043
<i>Dont CMLT</i>	84 400	155 053				239 453
Autres provisions						
Provisions	8 328 665	13 598 807		-6 733 467		15 194 005

En majeure partie composée par la provision pour réserve latente négative sur l'activité du CBM, la provision pour retraite et aux engagements sociaux, les litiges RH et commerciaux.

3.12. Capitaux propres :

	Fonds pour risques bancaires généraux	Capital	Prime d'émission et d'apport	Réserves légales	Provisions réglementées et subventions d'investissements	Autres réserves et report à nouveau	Résultat social	Total des capitaux propres sociaux
Capitaux propres au 31 décembre 2022		275 000 000			1 194 990	-70 777 351	43 249 766	248 667 404
Affectation du résultat N-1						43 249 766	-43 249 766	
Impact changement de méthode comptable provisions retraite								
Distribution N au titre du résultat N-1								
Augmentation. Diminution de capital (x)								
Dotation. Reprise provision réglementée					-257 901			-257 901
Résultat N							1 757 763	1 757 763
Autres mouvements								
Capitaux propres au 31 décembre 2023		275 000 000			937 089	-27 527 586	1 757 763	250 167 266
Affectation du résultat N-1						1 757 763	-1 757 763	
Impact changement de méthode comptable provisions retraite								
Distribution N au titre du résultat N-1								
Augmentation. Diminution de capital (x)								
Dotation. Reprise provision réglementée					-101 591			-101 591
Résultat N							38 667 829,47	38 667 829,47
Autres mouvements								
Capitaux propres au 31 décembre 2024		275 000 000			835 498	-25 769 823	38 667 829	288 733 504

Au 31 décembre 2024, le capital social se compose de 27 500 000 actions ordinaires denominal 10 euros.

3.13. Hors bilan :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres donnés	765 288 808	315 919 342
Engagements de financement	765 288 808	315 919 342
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements relatifs aux opérations de crédit-bail	395 018 098	233 745 118
Engagements relatifs aux opérations de CMLT	7 575 477	9 112 423
Engagements relatifs aux opérations d'affacturage	362 695 233	73 061 801
Engagements de garantie		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres reçus	-3 175 550 456	-3 076 892 066
Engagements de financement	-316 074 817	-204 430 986
Reçus d'établissements de crédit	-316 074 817	-204 430 986
Reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	-2 859 475 639	-2 872 461 080
Reçus d'établissements de crédit	-1 965 584 337	-2 315 045 879
Reçus de la clientèle	-893 891 303	-557 415 201
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements donnés et reçus		
Autres engagements donnés		
Autres engagements reçus		

Dont engagements reçus de Franfinance SA dans le cadre d'une convention de partage de risque à hauteur de 20% portant sur des opérations de crédit-bail mobilier.

Note 4. – Notes relatives au compte de résultat.**4.1. Intérêts, produits et charges assimilés :**

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	18 662 460	7 684 494
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	60 495 272	62 869 794
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe		0
Intérêts et produits assimilés sur opérations relatives à des dettes subordonnées		
Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts et produits assimilés	79 157 732	70 554 288
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-203 136 696	-150 712 385
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe Intérêts et charges assimilées sur opérations relatives à des dettes subordonnées		
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilés	-203 136 696	-150 712 385

Les produits d'affacturage en lien avec l'Euribor 3 mois, appelés commissions sur financement, sont comptabilisés en produit de commissions en point 4.4.

La hausse des charges s'explique par la hausse du coût du refinancement.

4.2. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées :**— Produits :**

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023	Variation €	%
Loyers crédit-bail immobilier	446 968 674	410 777 083	36 191 591	9%
Indemnités de résiliation, autres produits	14 973 268	9 130 859	5 842 409	64%
Plus-values sur cessions	10 962 595	9 965 153	997 442	10%
Produits sur opérations de crédit bail mobilier et assimilés	472 904 537	429 873 094	43 031 442	10%
Loyers crédit-bail immobilier	219 452 676	209 315 246	10 137 430	5%
Indemnités de résiliation, autres produits	6 432 149	3 996 911	2 435 238	61%
Plus-values sur cessions	27 218 360	33 927	27 184 433	80127%
Reprise pour dépréciation d'immobilisation	0	3 520 691	-3 520 691	-100%
Produits sur opérations de crédit bail immobilier et assimilés	253 103 184	216 866 774	36 236 410	17%
Produits sur opérations de crédit- bail et assimilés	726 007 721	646 739 869	79 267 852	12%

— Charges :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023	Variation €	%
Dotations aux amortissements	-407 631 048	-389 829 061	-17 801 988	5%
Autres charges	-14 405 506	-8 017 168	-6 388 337	80%
Moins values de cessions	-23 947 428	-21 157 194	-2 790 234	13%
Charges sur opérations de crédit bail mobilier et assimilés	-445 983 982	-419 003 423	-26 980 559	6%
Dotations aux amortissements	-150 255 786	-159 572 778	9 316 991	-6%
Dotations aux dépréciations	-8 277 722	0	-8 277 722	0%
Autres charges	-4 038 351	-3 489 625	-548 726	16%
Moins values de cessions	-43 017 220	-887 942	-42 129 278	4745%
Charges sur opérations de crédit bail immobilier et assimilés	-205 589 079	-163 950 344	-41 638 735	25%
Charges sur opérations de crédit- bail et assimilés	-651 573 061	-582 953 767	-68 619 294	12%

Les loyers de l'activité crédit-bail progressent avec l'évolution de l'activité.

Les autres produits comprennent les frais de dossiers qui, conformément à l'avis n°2009-05 du CNC du 2 juillet 2009, sont enregistrées de manière étalée en « produits sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat » et « produits sur opérations de location simple » ainsi que des charges refacturées.

Les autres charges sur opérations de crédit-bail immobilier comprennent des charges refacturées.

Et concernant le crédit-bail mobilier, les autres charges comprennent une provision liée à l'activité de 3 572 043 euros.

Des dépréciations d'immobilisation ont été comptabilisées pour l'activité du crédit-bail immobilier pour un montant de 8 227 722 euros au 31 décembre 2024.

4.3. Produits et charges sur opérations de location simple :**— Produits :**

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023	Variation €	%
Loyers	265 582 079	246 484 578	19 097 501	8%
Indemnités de résiliation, autres produits	7 180 570	4 062 893	3 117 677	77%
Plus-values sur cessions	32 892 928	18 962 751	13 930 177	73%
Produits sur opérations de location simple	305 655 577	269 510 222	36 145 355	13%

— Charges :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023	Variation €	%
Dotations aux amortissements	-260 087 383	-254 461 945	-5 625 438	2%
Autres charges	-486 983	-531 603	44 620	8%
Moins values de cessions	-13 837 410	-5 970 933	-7 866 476	132%
Charges sur opérations de location simple	-274 411 776	-260 964 481	-13 447 295	5%

Les commissions d'apport, conformément à l'avis n°2009-05 du CNC du 2 juillet 2009, sont enregistrées de manière étalée en « charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat » et « charges sur opérations de location simple ».

4.4. Commissions :

(En Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	22 530	-2 611 565	28 072	-5 810 959
Opérations avec la clientèle	152 108 907	-2 281 727	127 572 842	-296 227
Opérations sur titres				
Opérations sur instruments financiers à terme				
Prestations de services financiers	50 337	-148 569	77 239	-125 015
Opérations de change				
Autres commissions				
Commissions nettes	152 181 773	-5 041 861	127 678 154	-6 232 201

La progression des commissions est liée en majeure à la progression du taux de l'euribor en 2024 qui compose le calcul de la commission sur financement du métier Affacturage.

4.5. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Charges refacturées, produits rétrocédés et transferts de charges				
Autres produits et charges divers d'exploitation	20 588 999	-19 191 156	21 877 808	-22 583 793
Dotations . Reprises aux provisions autres produits et charges d'exploitation				
Autres produits et charges d'exploitation bancaire				
Montant net des produits et charges d'exploitation bancaire	1 397 843		-705 986	

En majeure les charges et produits du CBI.

4.6. Charges générales d'exploitation :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2023 retraité
Salaires et traitements	-16 055 940	-15 532 407	-15 532 407
Retraites	-374 733	-265 381	-265 381
Charges sociales	-6 888 737	-6 770 561	-6 770 561
Intéressement et participation	-1 633 737	-1 400 668	-1 400 668
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	-177 492	-338 772	-338 772
Autres frais	-479 208	905 175	615 520
Frais de personnel	-25 609 848	-23 402 615	-23 692 269
Assurances	-282 745	-424 381	-424 381
Impôts et taxes	-2 623 164	-2 395 519	-2 395 519
Redevances de crédit bail			
Honoraires	-7 823 091	-10 667 844	-10 667 844
Sous-traitance	-9 418 856	-6 501 754	-6 501 754
Prestations, études informatiques	-4 991 556	-2 361 444	-3 846 370
Frais d'actes et de contentieux	-33 536	-34 313	-34 313
Loyers, charges locatives	-2 207 973	-1 619 146	-1 619 146
Publicité, relations publiques	-41 870	-48 851	-48 851
Transports, déplacements, missions	-917 768	-975 377	-975 377
Formation	-303 952	-103 747	-103 747
Services extérieurs divers	-2 608 525	-2 517 597	-2 517 597
Personnel mis à disposition	-4 406 560	-5 067 628	-5 067 628
Autres charges d'exploitation	-125 334	-133 199	-133 199
Autres charges générales d'exploitation	-35 784 930	-32 850 801	-34 335 727
Charges générales d'exploitation	-61 394 778	-56 253 416	-58 027 997

Les charges générales d'exploitation augmentent de 9,1% et s'expliquent en majeure partie dans l'accompagnement de notre croissance et les contributions aux différents projets.

La variation des frais de personnel s'explique en majeure par un boni de liquidation d'une provision de 1,3M€ en 2023 et à l'augmentation des charges de personnel.

Les charges générales d'exploitation comprenaient au 31 décembre 2023 les transferts de charges pour un montant de 1 774 580 euros. Ce poste a été placé dans la section 4.8 Produits divers d'exploitation au 31 décembre 2024 pour un montant de 2 307 120 euros. Les montants correspondant à la colonne 2023 retraité servent de comparaison à la méthode appliquée en 2024.

4.7. Effectifs :

	31/12/2024	31/12/2023
Personnel fonctionnaire	1	1
Personnel non-fonctionnaire	238	229
Total effectif	239	230
Cadre	138	130
Non cadre	101	100
Total effectif	239	230

4.8. Produits divers d'exploitation :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2023 retraité
Transferts de charges	2 307 120		1 774 580
Transferts de charges d'exploitation non bancaire	2 307 120		1 774 580
Autres produits divers	260 708		
Autres produits divers d'exploitation	260 708		
Produits divers d'exploitation	2 567 828		1 774 580

Le règlement ANC n° 2022-06 supprime la technique du transfert de charges pour faciliter l'analyse des états financiers. LBPLF n'a pas appliqué ce changement dans ses comptes au 31 décembre 2024.

En 31 décembre 2023 les transferts de charges se retrouvaient dans la note 4.6 Charges générales d'exploitation pour un montant de 1 774 580 euros. Les montants correspondant à la colonne 2023 retraité servent de comparaison à la méthode appliquée en 2024.

4.9. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	-2 649 747	-2 437 024
<i>Dont dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation corporelles</i>	-176	-176
<i>Dont dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation incorporelles</i>	-2 649 571	-2 436 848
Reprises d'amortissements des immobilisations d'exploitation		
Dotations nettes aux amortissements	-2 649 747	-2 437 024
Dotations aux dépréciations des immobilisations d'exploitation		
Reprises aux dépréciations des immobilisations d'exploitation		
Dotations nettes aux dépréciations		
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-2 649 747	-2 437 024

La variation s'explique en majeure par l'amortissement du logiciel SPARC qui a été immobilisé pour une durée de 7 ans.

4.10. Cout du risque :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux dépréciations et provisions pour Clientèle	-50 424 987	-56 489 003
<i>Dont Affacturage</i>	-32 897 710	-47 174 165
<i>Dont Crédit-bail mobilier</i>	-17 527 277	-9 314 838
Provisions pour risques et charges	-155 053	-718 400
<i>Dont Crédit-bail mobilier</i>		
<i>Dont Affacturage</i>		
<i>Dont Crédit-bail immobilier</i>		-634 000
<i>Dont Ressources Humaines</i>		
<i>Dont Crédit moyen long terme</i>	-155 053	-84 400
Engagements par signature(1)		
Titres d'investissement		
Titres de placement		
Débiteurs divers		
Dotations aux dépréciations	-50 580 040	-57 207 403
Reprises sur dépréciations pour Clientèle	34 621 213	10 529 347
<i>Dont risques et charges crédit-bail affacturage</i>		24 303
<i>Dont risques et charges crédit-bail mobilier</i>		
<i>Dont créances douteuses crédit-bail mobilier</i>	8 533 760	5 498 123
<i>Dont créances douteuses affacturage</i>	26 087 453	5 006 921
Engagements par signature (1)		
Titres d'investissement		
Titres de placement		
Débiteurs divers		
Reprises sur dépréciations	34 621 213	10 529 347
Pertes et récupérations		
Pertes sur engagements par signature		
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-6 370 718	-3 031 943
<i>Dont Crédit-bail mobilier</i>	-5 978 597	-2 969 627
<i>Dont Crédit-bail immobilier</i>		
<i>Dont Crédit moyen long terme</i>		
<i>Dont Affacturage</i>	-392 121	-62 317
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par dépréciations		
Récupérations sur créances amorties	39 985	
<i>Dont Crédit moyen long terme</i>		
<i>Dont Affacturage</i>	39 985	
Pertes et récupérations	-6 330 733	-3 031 943
Cout du risque	-22 289 560	-49 709 999

La charge du risque sur le métier affacturage diminue en lien avec une meilleure gestion des impayés ainsi qu'une revue des paramètres du risque.

Les pertes comptabilisées sont principalement sur le métier du crédit-bail mobilier pour un montant de 5 978 597 euros.

4.11. Impôt sur les bénéfices :

(En Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôt sur les sociétés	-7 803 165	-2 755 512
Charge d'impôt	-7 803 165	-2 755 512

La charge d'impôt 2024 intègre un montant de 1,1M€ concernant le redressement fiscal.

Note 5. – Eléments de bilan par durée restant à courir.**— Eléments de bilan par durées restant à courir au 31 décembre 2024 :**

(En Euros)	<= 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2024
Actif	2 867 696 929	1 584 557 247	832 856 229	1 116 367 022	6 401 477 427
Créances sur les établissements de crédit et assimilées	510 378 654				510 378 654
Créances sur la clientèle	2 357 318 275	1 584 557 247	832 856 229	1 116 367 022	5 891 098 773
Portefeuilles de titres (transaction, placement et investissement)					
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Passif	2 834 317 493	796 380 494	2 473 008 099	3 031 503 512	9 135 209 597
Dettes envers les établissements de crédit et assimilées	1 417 646 666	796 380 494	2 473 008 099	3 031 503 512	7 718 538 771
Dettes envers la clientèle	1 416 670 826				1 416 670 826
Dettes représentées par un titre					
Emprunts obligataires					
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables					
Autres dettes représentées par un titre					
Dettes subordonnées					

— Eléments de bilan par durées restant à courir au 31 décembre 2023 :

(En Euros)	<= 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/2023
Actif	2 862 407 158	1 525 590 490	1 116 517 223	852 598 000	6 357 112 870
Créances sur les établissements de crédit et assimilées	315 208 967		21 114 223		336 323 190
Créances sur la clientèle	2 547 198 190	1 525 590 490	1 095 403 000	852 598 000	6 020 789 680
Portefeuilles de titres (transaction, placement et investissement)					
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Passif	2 818 855 945	588 284 813	2 895 643 358	2 889 364 800	9 192 148 916
Dettes envers les établissements de crédit et assimilées	1 494 170 788	588 284 813	2 895 643 358	2 889 364 800	7 867 463 759
Dettes envers la clientèle	1 324 685 158				1 324 685 158
Dettes représentées par un titre					
Emprunts obligataires					
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables					
Autres dettes représentées par un titre					
Dettes subordonnées					

Note 6. – Informations relatives aux parties liées.

(En Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Montant concernant les entreprises		Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles il existe un lien de participation	Liées	avec lesquelles il existe
Actif	525 201 425		345 954 052	
Créances sur les établissements de crédit	510 378 358		336 323 099	
Créances clients et comptes rattachés	14 823 067		9 630 953	
Passif	7 728 695 696		7 906 409 544	
Dettes envers les établissements de crédit	7 718 538 771		7 867 463 759	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 156 925		38 945 786	
Dettes subordonnées				

Note 7. – Honoraires des commissaires aux comptes.

KPMG	94 076 €	Honoraires de commissariat aux comptes
Mazars	76 688 €	Honoraires de commissariat aux comptes

Note 8. – Rémunération aux administrateurs.

Il est alloué une rémunération aux administrateurs à titre de jetons de présence de 22 000€.

Note 9. – Filiales et participations.

Tableau des filiales et des participations

(En million d'Euros)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffres d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulés	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	observations
				Brute	Nette						
A. Renseignement détaillé concernant les filiales et participations Les participations dont les titres représentent plus de 1 % du capital 1. Filiales (détenues à plus de 50%) 2. Participations (détenues entre 10 et 50%) B. Renseignement global concernant les autres filiales ou participations 1. Filiales non reprises au § A a. Filiales françaises b. Filiales étrangères 2. Participations non reprises au § A. a. Dans des sociétés françaises SAS Solfiz, 52 rue Duplex, 44100 Nantes SA SPP, 10 place de Joliette, 13567 Marseille b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)											
	10,9	163,67	0,34	0,34	0,34	0	0	670,88	-88,67	0	
	0,2	-0,23	0,3	0,3	0,3	0	0	14,68	0,03	0	Clôture au 30/09/2023
	10,7	163,9	0,04	0,04	0,04	0	0	656,2	-88,7	0	Clôture au 31/12/2023

V. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constate l'existence d'un bénéfice de 38 667 829 euros et décide de l'affecter au compte de réserve légale pour 644 900 euros et au compte « report à nouveau » pour 38 022 929 euros qui sera ainsi porté de -25 769 823 euros à 12 253 106 euros.

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts il est rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels. (Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'assemblée générale de la société La Banque Postale Leasing & Factoring,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société La Banque Postale Leasing & Factoring relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité des comptes.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisionnement du risque de crédit. — La Banque Postale Leasing & Factoring constitue des provisions pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers en suivant les principes décrits dans la note 2.4.3. « Créances sur les établissements de crédit et la clientèle » de l'annexe aux comptes annuels. Les notes 3.2 « Opérations avec la clientèle » et 4.10 « Coût du risque » donnent des informations chiffrées sur les encours de crédit, les dépréciations associées et la constitution du coût du risque.

Les dépréciations sont estimées sur une base individuelle pour les créances dont le montant individuel est significatif. Pour les créances dont le montant individuel n'est pas significatif, la dépréciation est estimée sur une base statistique, en retenant un taux de provisionnement issu d'une approche collective statistique appliquée individuellement aux contrats.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à :

- prendre connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par la Direction pour identifier les créances douteuses et évaluer le montant des dépréciations sur encours douteux ou contentieux, tester l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre pour l'identification des encours douteux ou en contentieux, l'évaluation de la valeur des garanties reçues, les corrects traitements des données dans les outils informatiques métiers et leur déversement en comptabilité et apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties,
- réaliser des analyses contradictoires des montants de provisions sur la base d'un échantillon de dossiers de crédit sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, et apprécier leur correcte actualisation et évaluation dans le contexte économique actuel.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations et du caractère approprié de l'information communiquée dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise. — Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité des comptes** : Nous remettons au comité des comptes un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité des comptes la déclaration prévue par l'article L.823-16 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 6 mai 2025.
Les Commissaires aux comptes :

Forvis Mazars SA :
Charles de BOISRIOU
Associé

KPMG S.A. :
Xavier de CONINCK
Associé